

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/W/11  
8 septembre 2003

(03-4683)

---

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Cinquième session  
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

## PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE L'ANNEXE A DU PROJET DE TEXTE MINISTÉRIEL POUR CANCÚN (JOB(03)/150/REV.1) PRÉSENTÉES PAR LA CARICOM

### Communication de la Jamaïque

La Mission permanente de la Jamaïque, au nom de la CARICOM, a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 septembre 2003.

---

**Propositions de modification de l'Annexe A du projet de texte ministériel pour Cancún (JOB(03)/150/Rev.1) présentées par la CARICOM**

<b>Annexe A Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture</b>	<b>Propositions de la CARICOM</b>
Les participants réaffirment leur attachement au mandat concernant l'agriculture tel qu'il est énoncé au paragraphe 13 de la Déclaration ministérielle de Doha. Les participants reconnaissent que les réformes dans tous les domaines des négociations sont interdépendantes et conviennent de mener à bien les travaux en vue d'établir les modalités pour les nouveaux engagements, y compris les dispositions pour le traitement spécial et différencié, dans le délai spécifié au paragraphe 4 du texte ministériel de Cancún, sur la base du cadre suivant:	
<b>Soutien interne</b>	
1. La Déclaration ministérielle de Doha prévoit "des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges". Tous les pays développés procéderont à des réductions du soutien ayant des effets de distorsion des échanges nettement plus importantes que dans le cadre du Cycle d'Uruguay, qui auront pour résultat que les Membres appliquant les subventions ayant des effets de distorsion des échanges les plus élevées feront davantage d'efforts.	
Les réductions seront effectuées selon les paramètres suivants:	
1.1. Réduire la MGS totale consolidée finale dans une fourchette de [...] pour cent - [...] pour cent.	
1.2 Réduire le <i>de minimis</i> de [...] pour cent.	
1.3 L'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture sera modifié de manière à ce que les Membres puissent avoir recours aux mesures suivantes:	
i) versements directs si:	
- ces versements sont fondés sur des superficies et des rendements fixes; ou	
- ces versements sont effectués pour 85 pour cent ou moins du niveau de base de la production; ou	
- les versements pour le bétail sont effectués pour un nombre de têtes fixe.	
ii) le soutien au titre du paragraphe 1.3 i) n'excédera pas 5 pour cent de la valeur totale de la production agricole pendant la période 2000-2002 à la date du [...]. Par la suite, ce soutien sera soumis à une réduction linéaire annuelle de [...] pour cent pour une nouvelle période de [...] ans.	
1.4 La somme du soutien autorisé au titre de la MGS, du soutien au titre du paragraphe 1.3 i) et du <i>de minimis</i> sera réduite pendant la première période visée au paragraphe 1.3 ii) de manière à ce qu'elle soit nettement inférieure à la somme du <i>de minimis</i> , des versements au titre de l'article 6:5 et du niveau de la MGS consolidée finale, en 2000.	

Annexe A Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture	Propositions de la CARICOM
1.5 Les critères de la catégorie verte continuent de faire l'objet de négociations.	Il est proposé de remplacer le paragraphe 1.5 par le texte suivant:  <b>Il y aura une réforme de la catégorie verte au moyen du renforcement et de l'affinement des critères d'admissibilité.</b>
<b>Traitement spécial et différencié</b>	
1.6 Eu égard à leurs besoins en matière de développement, de sécurité alimentaire et/ou de garantie des moyens d'existence, les pays en développement bénéficieront d'un traitement spécial et différencié, y compris de réductions plus faibles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges au titre des paragraphes 1.1, 1.3 et 1.4 ci-dessus, de périodes de mise en œuvre plus longues et en ce qui concerne les dispositions de l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture et de la catégorie verte.	
1.7 Les pays en développement seront exemptés de l'obligation de réduire le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges <i>de minimis</i> .	
<b>Accès aux marchés</b>	
2. La Déclaration ministérielle de Doha prévoit "des améliorations substantielles de l'accès aux marchés". Les négociations devraient donc offrir des possibilités d'accès accrues pour tous et en particulier pour les pays en développement. À cette fin, les engagements seront fondés sur les paramètres suivants:	
2.1 La formule applicable pour la réduction tarifaire à opérer par les pays développés sera une formule composite dans laquelle chaque élément contribuera à une amélioration substantielle de l'accès aux marchés. La formule sera la suivante:	
i) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un abaissement tarifaire moyen de [...] pour cent et un minimum de [...] pour cent; pour ces lignes tarifaires sensibles aux importations l'accroissement de l'accès aux marchés résultera d'une combinaison d'abaissements tarifaires et de contingents tarifaires.	Il est proposé de modifier le paragraphe 2.1 i) de la façon suivante:  <b>Les pays développés feront en sorte que tous les produits faisant l'objet de préférences de longue date accordées à des pays en développement bénéficiaires soient inclus dans cette catégorie. En outre, tout accroissement des contingents tarifaires pour ces produits se fera au prorata des parts de marché traditionnelles. En outre, aucun produit faisant l'objet de préférences de longue date ne sera assujéti aux dispositions du paragraphe 2.2 ci-dessous.</b>
ii) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un coefficient de la formule suisse [...].	
iii) [...] pour cent des lignes tarifaires bénéficieront de l'admission en franchise de droits.	
2.2 Pour les lignes tarifaires qui excèdent un maximum de [...] pour cent les pays développés participants soit les ramèneront à ce maximum, soit assureront un accès aux marchés additionnel effectif dans ces domaines ou dans d'autres au moyen d'un processus de demandes et d'offres qui pourrait inclure des contingents tarifaires.	

Annexe A Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture	Propositions de la CARICOM
2.3 La question de la progressivité des tarifs sera effectivement traitée.	
2.4 L'utilisation et la durée de la sauvegarde spéciale pour l'agriculture (SGS) continuent de faire l'objet de négociations.	
<b>Traitement spécial et différencié</b>	
2.5 Eu égard à leurs besoins en matière de développement, de sécurité alimentaire et/ou de garantie des moyens d'existence, les pays en développement bénéficieront d'un traitement spécial et différencié, y compris de réductions tarifaires plus faibles et de périodes de mise en œuvre plus longues.	
2.6 La formule applicable pour les réductions tarifaires à opérer par les pays en développement sera la suivante:	
<p>i) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un abaissement tarifaire moyen de [...] pour cent et un minimum de [...] pour cent; pour ces lignes tarifaires sensibles aux importations l'accroissement de l'accès aux marchés résultera d'une combinaison d'abaissements tarifaires et de contingents tarifaires. À l'intérieur de cette catégorie, les pays en développement auront une flexibilité additionnelle à des conditions à déterminer pour désigner des produits spéciaux (PS) qui ne seraient soumis qu'à un abaissement linéaire d'un minimum de [...] pour cent et à aucun engagement nouveau concernant les contingents tarifaires.</p>	<p>Il est proposé de modifier le paragraphe 2.6 i) de la façon suivante:</p> <p>i) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un abaissement tarifaire moyen de [...] pour cent et à un minimum de [...] pour cent; pour ces lignes tarifaires sensibles aux importations l'accroissement de l'accès aux marchés résultera d'une combinaison d'abaissements tarifaires et de contingents tarifaires. <b>Toutefois, dans les cas où tout produit constitue moins de [...] pour cent des importations mondiales pour le pays concerné, il n'y aura aucune prescription imposant de limiter les produits inclus dans cette catégorie aux lignes tarifaires sensibles aux importations ou d'établir ou d'accroître des contingents tarifaires.</b> À l'intérieur de cette catégorie, les pays en développement auront une flexibilité additionnelle à des conditions à déterminer pour désigner des produits spéciaux (PS) qui ne seraient soumis qu'à un abaissement linéaire d'un minimum de [...] pour cent et à aucun engagement nouveau concernant les contingents tarifaires.</p> <p>Il est proposé d'ajouter ce qui suit au paragraphe 2.6:</p> <p><b>iv) [...] pour cent des lignes tarifaires, qui ne seront pas soumises à une réduction tarifaire, à condition que, pour le pays concerné, les importations associées à toute ligne tarifaire de ce type ne constituent pas plus de [...] pour cent des importations mondiales.</b></p>
ii) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un abaissement tarifaire moyen de [...] pour cent et un minimum de [...] pour cent.	
iii) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un abaissement tarifaire moyen de [...] pour cent et un minimum de [...] pour cent.	
<b><i>ou à la place de ii) et iii) ci-dessus</i></b>	
ii) [...] pour cent des lignes tarifaires seront soumises à un coefficient de la formule suisse de [...].	

<p align="center"><b>Annexe A</b></p> <p align="center"><b>Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture</b></p>	<p align="center"><b>Propositions de la CARICOM</b></p>
<p>2.7 L'applicabilité et/ou l'extension des dispositions du paragraphe 2.2 ci-dessus aux pays en développement continuent de faire l'objet de négociations, compte tenu de leurs besoins en matière de développement.</p>	<p>Il est proposé d'ajouter ce qui suit au paragraphe 2.7:</p> <p><b>Dans les cas où les importations du produit par un pays en développement constituent moins de [...] pour cent des importations mondiales de ce produit, le paragraphe 2.2 ne s'appliquera pas.</b></p>
<p>2.8 Une sauvegarde spéciale pour l'agriculture (MSS) sera établie pour être utilisée par les pays en développement à des conditions et pour des produits à déterminer.</p>	<p>Il est proposé de modifier le paragraphe 2.8 de la façon suivante:</p> <p><b>2.8 Une sauvegarde spéciale pour l'agriculture (MSS) sera établie pour être utilisée par les pays en développement à des conditions <del>et pour des produits</del> à déterminer.</b></p>
<p><b>[proposition nouvelle]</b></p>	<p>Il est proposé d'ajouter le nouveau paragraphe suivant:</p> <p><b>Les pays en développement auront une flexibilité additionnelle, à des conditions à déterminer, pour désigner des produits spéciaux (PS) qui ne seraient soumis qu'à un abaissement linéaire d'un minimum de [...] pour cent et à aucun engagement nouveau concernant les contingents tarifaires.</b></p>
<p>2.9 Tous les pays développés s'efforceront d'offrir l'accès en franchise de droits pour au moins [...] pour cent des importations en provenance des pays en développement au moyen d'une combinaison de l'accès NPF et de l'accès préférentiel.</p>	
<p>2.10 Les participants s'engagent à tenir compte de l'importance de l'accès préférentiel pour les pays en développement.</p>	<p>Il est proposé de modifier le paragraphe 2.10 de la façon suivante:</p> <p>2.10 Les participants s'engagent à tenir compte de l'importance de l'accès préférentiel pour les pays en développement, <b>y compris des préférences spéciales reçues par les petites économies en développement vulnérables, y compris les petits pays en développement insulaires.</b></p>

<p align="center"><b>Annexe A</b> <b>Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture</b></p>	<p align="center"><b>Propositions de la CARICOM</b></p>
<p><b>[proposition nouvelle]</b></p>	<p>Il est proposé d'ajouter le nouveau paragraphe suivant:</p> <p><b>À titre d'exception à la modalité prévue au paragraphe 2.1 ci-dessus, les réductions tarifaires affectant les préférences de longue date pour des produits dont l'exportation revêt une importance vitale pour les pays en développement bénéficiaires de ces programmes pourront être mises en œuvre par tranches annuelles égales sur une période de [...] ans par les participants accordant les préférences concernés, la première tranche étant reportée au début de la [...] année de la période de mise en œuvre qui serait autrement applicable. Les produits considérés représenteront au moins [...] pour cent des exportations totales de marchandises de tout bénéficiaire concerné sur une moyenne de trois ans sur la période de [...] ans la plus récente pour laquelle des données sont disponibles. Les bénéficiaires intéressés adresseront une notification à la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture à cet effet et présenteront les statistiques pertinentes. En outre, tous droits contingentaires pour ces produits seront éliminés. Les Membres accordant des préférences entreprendront des programmes d'assistance technique et d'autres mesures ciblées, selon qu'il sera approprié, pour appuyer les pays recevant les préférences dans les efforts qu'ils déploient pour diversifier leurs économies et leurs exportations.</b></p>
<p><b>Concurrence à l'exportation</b></p>	
<p>3. La Déclaration ministérielle de Doha prévoit "des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif". À cette fin, des disciplines seront établies pour les subventions à l'exportation, les crédits à l'exportation, les entreprises commerciales d'État exportatrices et les programmes d'aide alimentaire. Les engagements de réduction seront appliqués d'une manière parallèle conformément aux paramètres suivants:</p>	
<p>3.1 En ce qui concerne les subventions à l'exportation:</p>	
<p>- les Membres s'engageront à éliminer sur une période de [...] ans les subventions à l'exportation pour les produits suivants présentant un intérêt particulier pour les pays en développement [...];</p>	
<p>- pour les produits restants, les Membres s'engageront à réduire les montants budgétaires et les quantités prévus pour les subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif.</p>	
<p><b>[proposition nouvelle]</b></p>	<p>Il est proposé d'ajouter l'élément suivant au paragraphe 3.1: <b>Néanmoins, pour les produits qui sont exportés dans le cadre de préférences par des pays en développement, les Membres s'engageront à retirer progressivement les subventions à l'exportation sur ces produits sur une période plus longue.</b></p>

<p align="center"><b>Annexe A</b></p> <p align="center"><b>Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture</b></p>	<p align="center"><b>Propositions de la CARICOM</b></p>
<p>3.2 En ce qui concerne les crédits à l'exportation:</p>	
<p>- les Membres s'engageront à éliminer, sur la même période qu'au premier tiret du paragraphe 3.1, l'élément causant une distorsion des échanges des crédits à l'exportation au moyen de disciplines ramenant les conditions de remboursement à la pratique commerciale ([...] mois), pour les mêmes produits qu'au deuxième tiret du paragraphe 3.1 d'une façon équivalente quant aux effets;</p>	
<p>- pour les produits restants, un effort de réduction, en vue du retrait progressif, parallèle à la réduction prévue au deuxième tiret du paragraphe 3.1 quant à ses effets équivalents pour les crédits à l'exportation sera entrepris.</p>	
<p>3.3. Sans préjuger du résultat des négociations, les réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif, mentionnées aux paragraphes 3.1 et 3.2 seront effectuées selon un calendrier parallèle quant à l'équivalence de ses effets sur les subventions à l'exportation et les crédits à l'exportation.</p>	
<p>3.4 Les dispositions relatives aux réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation en vue de leur retrait progressif visées aux paragraphes 3.1, 3.2 et 3.3 ci-dessus s'appliqueront de manière égale à toutes les formes de subventions à l'exportation liées à des entreprises commerciales d'État exportatrices ou fournies, directement ou indirectement, à ou par des entreprises commerciales d'État exportatrices ou par leur intermédiaire.</p>	
<p>3.5 Des disciplines additionnelles seront convenues afin d'empêcher le détournement commercial par le biais des opérations d'aide alimentaire.</p>	
<p>3.6 La question de la date finale pour le retrait progressif de toutes les formes de subventions à l'exportation continue de faire l'objet de négociations.</p>	
<p>3.7 Le renforcement de l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture concernant les prohibitions à l'exportation et les restrictions à l'exportation sera traité dans les négociations.</p>	
<p><b><i>Traitement spécial et différencié</i></b></p>	
<p>3.8 Les pays en développement bénéficieront de périodes de mise en œuvre plus longues pour les réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation en vue de leur retrait progressif.</p>	
<p>3.9 Jusqu'à ce que le retrait progressif de toutes les formes de subventions à l'exportation soit achevé, les pays en développement continueront de bénéficier des dispositions relatives au traitement spécial et différencié de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture.</p>	<p>Il est proposé d'ajouter ce qui suit au paragraphe 3.9:</p> <p><b>Dans les cas où les exportations totales d'un pays en développement constituent moins de [...] pour cent des exportations mondiales, ce pays continuera de bénéficier des dispositions relatives au traitement spécial et différencié de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture sur une base illimitée.</b></p>

<p align="center"><b>Annexe A</b> <b>Cadre pour l'établissement de modalités concernant l'agriculture</b></p>	<p align="center"><b>Propositions de la CARICOM</b></p>
<p>3.10 Les participants feront en sorte que les disciplines concernant les crédits à l'exportation à convenir prévoient de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ainsi qu'il est prévu au paragraphe 4 de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.</p>	
<p><b>Autres</b></p>	
<p>4. Les pays les moins avancés seront exemptés des engagements de réduction. L'objectif de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des pays les moins avancés sera poursuivi avec diligence.</p>	
<p>5. Les préoccupations particulières des Membres ayant accédé récemment seront traitées d'une manière effective.</p>	
<p>6. Sous réserve des dispositions du cadre énoncées aux paragraphes 1 à 5 ci-dessus, les parties pertinentes du premier projet de modalités révisé et les questions connexes spécifiées dans le rapport du Président du Comité de l'agriculture réuni en Session extraordinaire au CNC (TN/AG/10) serviront de documents de référence pour la poursuite des travaux sur les modalités, y compris en ce qui concerne les questions ci-après présentant un intérêt mais non réglées: engagements par produit dans le domaine du soutien interne, modalités de l'augmentation/ouverture de contingents tarifaires, taux de tarifs contingentaires, privilèges à l'exportation exclusifs, taxes à l'exportation, propositions concernant la flexibilité pour certains groupements, certaines considérations autres que d'ordre commercial, période de mise en œuvre, initiatives sectorielles, liens entre les piliers, clause de paix, clause de continuation, indications géographiques et autres règles détaillées.</p>	